



20 août 2020

(20-5689)

Page: 1/8

Comité de l'agriculture

Original: espagnol

NOTIFICATION

La communication ci-après, datée du 14 août 2020, est distribuée à la demande de la délégation de la **République dominicaine**. La notification concerne les engagements en matière de soutien interne (**tableau DS:1** et tableaux explicatifs pertinents) pour l'**année civile 2019**.

Tableau DS:1

SOUTIEN INTERNE: RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

PÉRIODE CONSIDÉRÉE: ANNÉE CIVILE 2019

Mesure globale du soutien totale courante

Niveau d'engagement concernant la MGS totale	Monnaie	MGS totale courante
(d'après la section I de la Partie IV de la Liste)	(d'après la section I de la Partie IV de la Liste)	(d'après les tableaux explicatifs ci-joints)
1	2	3
		0

Tableau explicatif DS:1

SOUTIEN INTERNE: RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

PÉRIODE CONSIDÉRÉE: ANNÉE CIVILE 2019

Mesures exemptées de l'engagement de réduction – "Catégorie verte"

Type de mesure	Désignation et description de la mesure eu égard aux critères énoncés à l'Annexe 2	Valeur monétaire DOP	Source des données	Note
1	2	3	4	
2.Services de caractpre général				
2 a) Recherche	Conseil national de la recherche agricole et forestière (CONIAF). Établissement des politiques publiques en matière de recherche agricole et forestière conformément aux politiques de développement du pays. Fourniture d'un financement via le Fonds pour la recherche afin encourager le développement des capacités scientifiques et techniques des institutions publiques et privées.	65 977 385	Ministère de l'agriculture	
	Institut dominicain de recherche agricole et forestière (IDIAF). Chargé de la mise en application de la politique de recherche et de validation de la République dominicaine en matière agricole et forestière.	274 404 414	Ministère de l'agriculture	
	Sous-total	340 381 799		
2 b) Lutte contre les parasites et les maladies	Épidémiologie et lutte contre les maladies	568 368 242,80	Ministère de l'agriculture	
	Programme de soutien à la transition vers un secteur agroalimentaire plus compétitif (PATCA III): Amélioration de la situation zoonositaire et phytosanitaire et innocuité des produits agroalimentaires. Le programme a pour objectif d'augmenter la productivité et d'améliorer l'accès des produits dominicains aux marchés internationaux, en renforçant la capacité des pouvoirs publics à fournir et à intégrer les services liés à la préservation des végétaux, à la santé des animaux et à l'innocuité des produits agroalimentaires.	1 499 675	Ministère de l'agriculture	
	Sous-total	569 867 917,80		
2 c) Services de formation	Formation et bourses: UASD, ISA, Instituto Salesiano, Loyola.	31 764 176,20	Ministère de l'agriculture	
	Centre de développement agricole et forestier (CEDAF-CATIE). Rassembler des ressources humaines pour renforcer les secteurs agricole et forestier.	2 000 000	Ministère de l'agriculture	
	Organisation non gouvernementale dans le domaine de l'éducation.	36 000 000	Ministère de l'agriculture	
	Sous-total	69 764 176,20		

Type de mesure	Désignation et description de la mesure eu égard aux critères énoncés à l'Annexe 2	Valeur monétaire DOP	Source des données	Note
1	2	3	4	
2 d) Services de vulgarisation et de consultation	Développement du secteur du cacao. Formation des producteurs à la gestion des ressources génétiques du cacao, à la constitution et à l'exploitation de pépinières, à la multiplication par greffage, à la gestion et à la lutte antiparasitaire, à la gestion des plantations, à l'émondage, à la gestion de l'obrage, à la fertilisation, à la gestion des récoltes et à la gestion post-récolte.	20 841 160,79	Ministère de l'agriculture	
	Assistance technique et formation agricole. Dispense de formations aux producteurs pour améliorer les cultures, apprendre de nouvelles méthodes de production, une meilleure utilisation des ressources, etc.	169 217 952,70	Ministère de l'agriculture	
	Promotion et renforcement de l'organisation rurale. Programme visant à renforcer les organisations de producteurs et de jeunes des zones rurales, pour qu'elles puissent développer la capacité de production de leurs exploitations membres. Promotion de mécanismes permettant de pérenniser une participation concrète et efficace des organisations rurales aux plans, programmes et projets du secteur agricole. Proposition de nouvelles solutions aux problèmes identifiés par les organisations des diverses communautés rurales du pays, et soutien de pratiques d'entreprise adaptées aux nécessités contemporaines. Développement de potagers domestiques et communautaires dans les zones urbaines et périurbaines.	79 996 433,63	Ministère de l'agriculture	
	Promotion des entreprises agro-industrielles. Renforcement des groupements de maraîchers, formation et renforcement des capacités pour les entreprises exportatrices. Soutien à la recherche et mise en œuvre d'un programme technologique visant à optimiser les processus de production. Développement et soutien du secteur des biotechnologies.	121 541 073,10	Ministère de l'agriculture	
	Promotion de la production fruitière. Augmentation de la production d'arbres fruitiers grâce à des cultures de haute qualité. Mise en place d'un programme de reconversion dans les exploitations rurales, à l'aide d'un plan pilote reposant sur des parcelles de démonstration et la plantation de différentes espèces. Renforcement des associations de producteurs, des coopératives et des groupements consacrés à la production et à l'exportation de fruits.	2 780 729,55	Ministère de l'agriculture	
	Transfert de technologie de production	5 700 510,99	Ministère de l'agriculture	
	Sous-total	400 077 860,76		
2 g) Services d'infrastructure	Marchés dominicains pour l'approvisionnement agricole (MERCADOM). Assurer l'intégration effective dans le réseau alimentaire national (RENA), composé de marchés de gros et de détail et d'abattoirs régionaux, dans le but de professionnaliser et d'optimiser les activités des établissements alimentaires. Assurer le respect dans ces établissements des règles d'hygiène, de salubrité, de sécurité et d'urbanisme et contribuer ainsi à garantir la qualité des produits alimentaires.	171 580 921	Ministère de l'agriculture	

Type de mesure	Désignation et description de la mesure eu égard aux critères énoncés à l'Annexe 2	Valeur monétaire DOP	Source des données	Note
1	2	3	4	
	Accès aux exploitations rurales.	123 454 144,20	Ministère de l'agriculture	
	Sous-total	295 035 065,20		
2 h) Autres services de caractère général	Préparation des terres (mécanisation agricole). Amendement du sol aux fins de l'amélioration de la productivité et de la favorisation du développement des plantes. Utilisation de matériel moderne pour la préparation des terres et augmentation du nombre de tâches mécanisées.	103 076 407,30	Ministère de l'agriculture	
	Développement d'autres cultures. Programmes contribuant à augmenter la productivité d'autres cultures (nivellement, drainage, formation, assistance technique, distribution d'eau, lutte contre les parasites, etc.)	1 252 873 484	Ministère de l'agriculture	
	Projet La Cruz de Manzanillo. Activités contribuant à augmenter la productivité dans le secteur de la banane (nivellement, drainage, lutte contre les parasites, formation technique, distribution d'eau, etc.)	100 032 213	Ministère de l'agriculture	
	Développement de la production de riz. Programmes contribuant à augmenter la productivité dans le secteur du riz (nivellement, drainage, distribution d'eau, lutte contre les parasites, etc.)	1 065 061 435	Ministère de l'agriculture	
	Élargissement, reboisement et développement social dans la Sierra, San José de las Matas (PS2). Projet de recherche et de production dans le domaine forestier incluant la formation, la construction d'aqueducs et l'assainissement de l'environnement, le reboisement, un système sylvopastoral, etc.	37 083 882,07	Ministère de l'agriculture	
	Récupération des ressources naturelles du sous-bassin de Jamao et Veragua. Projet visant à rétablir la couverture forestière du sous-bassin.	2 763 862,92	Ministère de l'agriculture	
	Micropropagation de plantules <i>in vitro</i> . Soutenir les politiques, programmes et projets de sécurité alimentaire, d'exportation de produits agricoles et de conservation des ressources phytogénétiques de l'État dominicain, en garantissant la disponibilité de matériel de multiplication végétative de qualité et à fort potentiel génétique. Promouvoir, en outre, l'innovation technologique dans le secteur agricole, grâce à l'utilisation de biotechnologies de micropropagation <i>in vitro</i> de plantes telles que la culture de cellules et de tissus végétaux et l'utilisation de bioréacteurs à immersion temporaire.	8 614 605,6	Ministère de l'agriculture	
	Sous-total	2 569 505 889,89		
Sous-total "Services de caractère général"		4 244 632 708,85		
Total "Catégorie verte"		4 244 632 708,85		

Tableau explicatif DS:2

SOUTIEN INTERNE: RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

PÉRIODE CONSIDÉRÉE: ANNÉE CIVILE 2019

Mesures exemptées de l'engagement de réduction – Traitement spécial et différencié – "Programmes de développement"

Type de mesure	Désignation et description de la mesure eu égard aux critères énoncés à l'article 6:2	Valeur monétaire DOP	Source des données	Note
1	2	3	4	
a) Subventions à l'investissement généralement disponibles pour l'agriculture	Banque agricole. Proposer différents services de crédit visant à améliorer la production et la productivité des producteurs en favorisant la modernisation, l'infrastructure adaptée et la technologie de pointe.	745 236 618,6	Ministère de l'agriculture	1)
	Fonds spécial de développement agricole (FEDA). Promouvoir un développement rural durable en mettant l'accent sur l'amélioration de la qualité de vie des familles rurales dans tout le pays, contribuer à réduire la pauvreté dans le milieu rural et améliorer la compétitivité du secteur agricole national en mettant les innovations technologiques à disposition des petites et moyens producteurs. Le Fonds fournit pour cela des ressources, avec ou sans financement, aux associations, coopératives et organisations faisant partie du secteur agricole national.	37 119 927,61	Ministère de l'agriculture	2)
	Sous-total	782 356 546,21		
b) Subventions aux intrants agricoles pour les producteurs qui ont de faibles revenus ou sont dotés de ressources limitées	Promotion et distribution de semences. Garantie aux producteurs de différents produits d'un approvisionnement en semences certifiées. Promotion de l'agriculture biologique certifiée. Fourniture et validation de paquets technologiques pour encourager la culture des produits alimentaires de base.	174 199 225,3	Ministère de l'agriculture	
	Distribution de plantes fruitières. Production de semis à destination des producteurs; promotion de la protection de l'environnement.	13 876 945,94	Ministère de l'agriculture	
	Sous-total	188 076 171,24		
Total programmes de développement		970 432 717,45		

Notes:

- 1) Les subventions aux investissements ont été calculées en multipliant le montant des prêts directs accordés par la Banque agricole par le différentiel entre le taux d'intérêt actif moyen annuel appliqué par cette institution et celui appliqué par le système bancaire traditionnel, tels que publiés par la Banque centrale de la République dominicaine. Le taux d'intérêt actif moyen de la Banque agricole correspond à celui des crédits directs, alors que le taux d'intérêt actif du système bancaire traditionnel correspond à celui du secteur commercial. Données: taux d'intérêt de la Banque agricole (8%), taux d'intérêt du système bancaire traditionnel (11,44%), montant prêté par la Banque agricole (21 663 855 192 DOP).
- 2) Les subventions aux investissements ont été calculées en multipliant le montant des prêts directs accordés par le FEDA par le différentiel entre le taux d'intérêt actif moyen annuel appliqué par cette institution et celui appliqué par le système bancaire traditionnel, tels que publiés par la Banque centrale de la République dominicaine. Le taux d'intérêt actif moyen du FEDA correspond à celui des crédits directs, alors que le taux d'intérêt actif du système bancaire traditionnel correspond au secteur commercial. Données: taux d'intérêt du FEDA (5%), taux d'intérêt du système bancaire traditionnel (11,44%), montant prêté par le FEDA (576 396 391,46 DOP).

Tableau explicatif DS:4

SOUTIEN INTERNE: RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

PÉRIODE CONSIDÉRÉE: ANNÉE CIVILE 2019

Calcul de la mesure globale du soutien totale courante

Désignation des produits initiaux (y compris MGS autre que par produit)	MGS par produit (d'après les tableaux explicatifs DS:5 à DS:7)	Mesures du soutien par produit (d'après le tableau explicatif DS:8)	Total (2+3)	Valeur de la production	Soutien en % de la valeur de la production	MGS totale courante	Note
	DOP	DOP	DOP	DOP		DOP	
1	2	3				4	
MGS totale autre que par produit (d'après le tableau explicatif DS:9)			737 044 566,9	135 783 111 000	0,54%	0 (de minimis)	
TOTAL						0	

Tableau explicatif DS:9

SOUTIEN INTERNE: RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

PÉRIODE CONSIDÉRÉE: ANNÉE CIVILE 2019

MGS autre que par produit

Type(s) de mesure(s)	Période considérée			Dépenses budgétaires ne portant pas sur des produits déterminés DOP	Autre soutien ne visant pas des produits déterminés (avec détail des calculs) DOP	Redevances/ prélevements connexes DOP	Soutien total ne visant pas des produits déterminés: (3+4-5) DOP	Source des données	Note
	Type	du	au						
1	2			3	4	5	6	7	
Subvention à l'assurance agricole	Année civile	01/01/2019	31/12/2019	269 905 680,82			269 905 680,80	Direction générale du risque agricole (DIGERA) – Ministère de l'agriculture	1)
Subvention pour le stockage, l'assurance et les coûts financiers	Année civile	01/01/2019	31/12/2019	467 138 886,07			467 138 866,10	Unité exécutive des nantissements (UEPI) – Ministère de l'agriculture	2)
TOTAL							737 044 566,90		

Notes:

- 1) Par l'intermédiaire de la Direction générale des risques agricoles (DIGERA), le Ministère de l'agriculture subventionne jusqu'à 50% de la valeur de la prime d'assurance afin d'offrir aux producteurs agricoles un instrument de protection transparent et réglementé leur permettant de faire face aux conséquences économiques sur les opérations agricoles liées à l'apparition de phénomènes naturels incontrôlables.
- 2) Programme de nantissement. Programme de maintien de la sécurité alimentaire axé sur les principaux produits de consommation de masse; il s'agit d'une aide accordée par les pouvoirs publics au secteur privé pour le stockage de produits. L'État fournit trois contributions permettant de couvrir en partie: i) les intérêts des prêts contractés auprès des institutions financières, ii) le coût du stockage, et iii) le coût de l'assurance pour les marchandises stockées.